



ACTUALITÉ LIBÉRALE

La pensée libérale n'est pas en vacances

A travers les articles de l'IREF, de *Contribuables Associés*, de l'UNPI (Union Nationale de la Propriété Immobilière) les libéraux ne cessent de présenter leurs analyses et de préciser le vrai programme de réformes en vue de la libération de la France. Comme dans les précédentes Lettres voici tout d'abord la présentation d'un article de Jacques Garello paru dans *Contrepoints* du 18 juin, et ensuite le sommaire du *Journal des Libertés* qui va paraître la semaine prochaine. Nous vous rappelons que l'on peut accéder gratuitement à la lecture du **journal des libertés** et s'abonner pour un an à la version papier pour la modique somme de 60 euros



Il y aura bien un impôt, mais pas celui qu'attendent les Français

Jacques Garello, *Contrepoints* 18 juin

Le Président Macron l'a promis : les milliards qui vont sauver l'économie française ne seront pas financés par des impôts nouveaux. Apparemment une bonne nouvelle, puisque les bruits d'un retour à l'ISF, ou d'un taux plus élevé pour les tranches les plus élevées de revenus, et de façon plus générale la campagne politique et médiatique pour « faire payer les riches » pouvait justifier les craintes des « nantis ». Les voilà rassurés.

Les libéraux ont bien une recette pour augmenter les recettes fiscales sans impôts nouveaux : il faut et il suffit de baisser les taux d'imposition. C'est ce qu'on appelle « l'effet Laffer » du nom de l'économiste conseiller de Reagan. Sachant que ce qu'ils gagnent en plus cesse d'être spolié par le fisc mais restera dans leurs poches, les contribuables se mettent à travailler, épargner et entreprendre davantage. La « matière première fiscale » augmente, et même avec des taux plus bas, les recettes publiques augmentent. Cette politique a réussi partout et toujours, elle a permis à Trump de revenir au plein emploi historique (avant la crise sanitaire).

Le choix de la dette : il s'impose

Mais à Bercy on ne croit pas à l'effet Laffer. Donc, si les recettes publiques fiscales n'augmentent pas, et si les dépenses publiques augmentent pour relancer l'économie, un seul choix s'impose : le déficit budgétaire, c'est-à-dire l'accroissement de la dette publique. Ce choix n'est pas nouveau : il est celui de tous les gouvernements depuis Giscard en 1974. Mais il est vrai que la dette s'est accélérée depuis les vingt dernières années, et devient spectaculaire maintenant.

Qu'importe ? Les taux que les Etats doivent payer pour le service de la dette sont actuellement nuls, voire négatifs : emprunter n'est pas coûteux. Quant au remboursement du capital il peut s'taler sur plusieurs générations : Emmanuel Macron l'a même annoncé aux jeunes. Mais il a tout de suite précisé que cette charge future sera allégée parce qu'entre temps la croissance aura fait un bond spectaculaire, de sorte que le sacrifice réel sera très supportable.

Un nouveau système économique

La reprise de la croissance est assurée par un changement total de système économique : il sera « plus fort, plus solidaire ». Il repose sur deux piliers : indépendance et Europe. L'indépendance, c'est la relocalisation, c'est le retour des activités de pointe sur le sol français. L'Etat va y contribuer grâce à ses investissements dans les techniques de pointe, dans l'intelligence artificielle, dans les emplois du futur, dans la « reconstruction écologique », dans l'agriculture et la santé.

Evidemment ce programme est utopique à l'heure de la mondialisation, à moins que la mondialisation soit suspendue par décret de l'Elysée. Si la mondialisation ne disparaît pas soudainement, tous ces investissements ne seront que gaspillage et surtout perte de compétitivité des entreprises françaises, qui sont étroitement dépendantes du reste du monde pour la plupart des activités, y compris l'industrie dont la relocalisation semble à tous prioritaire.